

la prospérité qu'ils pourraient atteindre et ont pris la ferme résolution de réaliser aussi vite que possible le même niveau de vie dans leurs propres pays.

Voilà en soi un puissant stimulant pour le progrès et les aspirations économiques. Mais nous devons nous assurer que ces peuples ne seront pas amèrement déçus et qu'ils ne retomberont pas dans le découragement. Il est dans notre plus grand intérêt de voir à ce que le désenchantement n'ait aucune chance de transformer les nouveaux espoirs en envie coléreuse.

Les problèmes sont évidents. Les solutions sont un peu plus difficiles. Bien entendu, il s'agit tout d'abord de nourrir les peuples affamés. Sous ce rapport, le dossier du Canada est excellent. Par habitant, nous Canadiens fournissons plus de vivres que tout autre pays du monde. L'an dernier, notre contribution s'élevait à 100 millions de dollars, soit beaucoup plus que le niveau de 4.5 millions de dollars atteint il y a tout juste quatre ans. Nous sommes au deuxième rang pour les contributions au Programme mondial d'aide alimentaire. Cette année, nous continuerons de faire notre part dans ce sens.

Le nouveau programme sans précédent d'aide alimentaire issue du "Kennedy Round" est un autre pas en avant. Le Canada a travaillé énergiquement à la réussite de cet accord et jouera son rôle à perfection dans ce programme ambitieux qui prévoit l'expédition de 13.5 milliards de tonnes de vivres aux pays en voie de développement, d'ici trois ans.

Mais l'aide alimentaire n'est qu'un bouche-trou. La solution à longue échéance doit comporter une transformation de l'agriculture dans les pays en voie de développement pour leur permettre de subvenir à une plus grande partie de leurs besoins en fait de vivres. Cette question, à laquelle on doit accorder la plus grande priorité, exigera un apport considérable de savoir-faire et de ressources de la part des pays en mesure de donner de l'aide. Dans toute tentative de surmonter le problème de la faim on ne saurait écarter sans crainte la question de la poussée démographique.

Mais il y a beaucoup plus à faire que de subvenir aux besoins alimentaires. Il faut aider les pays du tiers monde à poser les fondements d'une économie dynamique et diversifiée qui contribuera de plus en plus à l'économie intégrée du monde.

Cela nous amène à un secteur où les milieux d'affaires peuvent jouer un rôle indispensable. Je crois pouvoir vous donner des raisons probantes, tout à fait compatibles avec les méthodes d'affaires normales et les intérêts fondamentaux des actionnaires pour lesquels les sociétés pourront trouver qu'il est à leur avantage d'affecter une part considérable de leurs ressources aux économies croissantes des autres nations. Elles auront l'occasion de jouer un rôle magnifique et indispensable dans la solution du plus grand problème de notre monde actuel.

Jetons un coup d'oeil sur les éléments du processus de développement à travers le monde. Nous devons reconnaître que nous traitons avec une seule économie internationale. On ne peut étudier les économies intérieures en vase clos; nous, Canadiens, le savons bien, étant donné que notre économie est parmi les plus "libres" au monde. A mon sens, la société multinationale ou le consortium, opérant sur toute l'étendue de l'économie mondiale, aura bien des